|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| tchad-armoiries | REPUBLIQUE DU TCHAD UNITE-TRAVAIL-PROGRESPRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE PRIMATUREMINISTERE DE L’Administration DU TERRITOIRE et DE LA GOUVERNANCE LOCALE | flagtchad |

**DECLARATION OFFICIELLE DU TCHAD A LA PLATE- FORME GLOBALE POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (RRC)**

**DU 22 AU 26 MAI 2017 A CANCUN au MEXIQUE**

Excellence ……….

 Excellence ………

 Excellence………..

Au nom du Gouvernement de la République du Tchad, permettez-moi de remercier le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes d’avoir organisé la Plate-forme globale pour la réduction des risques de catastrophes et d’avoir facilité la participation des délégations des différents pays dont le nôtre.

Mes remerciements vont également à l’endroit de Mexique ; pays hôte, qui a accepté d’abriter cette présente assise.

Cette réunion représente une opportunité de partage entre nations sur les mesures et initiatives à prendre en vue d’une gestion efficace de risques de catastrophes à travers l’amélioration de la résilience des communautés.

Nous espérons que cette initiative nous aidera tous dans l’atteinte des engagements pris dans le cadre de Sendai ; qui notamment interpellent la solidarité mondiale.

Les changements climatiques causent une augmentation de la fréquence et de l’intensité des catastrophes partout au monde. Malheureusement, la capacité de résilience reste peu suffisante surtout dans les pays en voie de développement et surtout en Afrique. Par conséquent les effets de catastrophes y sont les plus dévastateurs. Le Tchad est particulièrement vulnérable aux effets des aléas naturels et des accidents anthropiques (Sècheresse, inondations, épidémies, incendies et accidents) qui provoquent des pertes humaines et matérielles ; sapant ainsi les efforts du Gouvernement orientés vers le développement durable.

C’est à la suite de la Conférence Mondiale de Sendai sur les Catastrophes que la Communauté Economique des Etats de l’Afrique Centrale (CEEAC), ainsi que l’Union Africaine ont appelé les nations africaines à mettre en œuvre ce même Cadre de Sendai.

Ainsi, le Gouvernement tchadien s’est engagé et poursuit la mise en place d’un cadre institutionnel pour la coordination, la mise en œuvre et le suivi de l’action gouvernementale à tous les niveaux (national, sectoriel et décentralisé). A cet effet, la Direction de la Protection Civile (DPC), placée sous l’autorité du Ministère de l’Administration du Territoire et de la Gouvernance Locale a été créée. Son rôle est notamment d’impliquer et d’autonomiser toutes les structures tant bien nationale que locale dans la mise en place des stratégies et plans d’action nationaux et locaux. A côté de cette Direction, il y a aussi la Commission Nationale d’Accueil et des Réinsertions des Réfugiés (CNARR) ; qui œuvre efficacement pour des questions humanitaires.

L’Etat a mis en place d’autres structures institutionnelles et juridiques pour faire face aux risques des catastrophes dans divers Départements ministériels. Celles-ci sont notamment :

-Le Comité d’Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Crises (CASAGC)

-L’Agence Nationale de Lutte Antiacridienne (ANLA) qui vient de se doter d’un Cadre National de Gestion des Risques Acridiens (CNGRA), etc….

**Mesdames, Messieurs**

Le Gouvernement tchadien est déterminé à continuer ce travail car la vie humaine n’a pas de prix. Dans tous les efforts du Gouvernement, nous continuerons à veiller à ce que les différents cadres de politique au niveau mondial soient mis en œuvre au niveau national de manière coordonnée et complémentaire.

Nous sommes engagés à écouter les voix des communautés touchées par les catastrophes et à les impliquer pleinement dans la rédaction et la mise en œuvre de ces stratégies et politiques et de leurs plans connexes.

Dans le cadre de la décentralisation, le Gouvernement s’est engagé à déléguer suffisamment de responsabilités, d’autorités et à assurer des allocations budgétaires conséquentes aux gouvernements régionaux et locaux, leur permettant ainsi de mieux s’engager dans les communautés touchées par les catastrophes.

A travers notre engagement dans le cadre harmonisé, le CASAGC et son Système d’Information sur la Sécurité Alimentaire et d’Alerte Précoce (SISAAP), nous continuerons à œuvrer pour que l’accès des populations au système d’alerte précoce multirisques et aux informations d’évaluations des risques de catastrophes soit une réalité qui engage des structures décentralisées.

Nous continuerons à fournir aux communautés des informations en langue locale, des ressources, des mécanismes afin de faire le suivi de la mise en œuvre de cadre de Sendai et des objectifs de développement durable  en plus des autres lois, politiques et plans liés à la RRC et à la résilience.

C’est ainsi qu’avec l’appui du Programme des Nations Unies pour le Développement, le Gouvernement du Tchad a élaboré un premier Plan de Contingence Inondation pour la ville de N’Djamena en 2013 sans ignorer les projets du plan d’organisation de secours (ORSEC), du Plan d’Action National pour la réduction des risques de catastrophes, et de la revue juridique et institutionnelle (en cours de validation politique).

Aussi, l’appui de l’UNICEF pour l’élaboration du plan de contingence multirisques et les efforts incontestables de Concern Worldwide qui œuvre à la recherche des solutions idoines à la question de prévention de catastrophes pour ne citer que ceux-là, sont des efforts non négligeables.

Toutefois, la question de Prévention et de Gestion des Risques de Catastrophes sont pris en compte dans le Plan de Développement National 2016-2025 ainsi que la Vision 2030 pour rendre plus efficace la coordination et avoir des institutions plus résilientes.

Face à ce contexte, permettez-moi, Mesdames et Messieurs de lancer un appel aux agences du Système des Nation-Unies et autres partenaires internationaux à s’impliquer davantage dans le domaine de la prévention, la préparation et la réponse face aux urgences dues aux catastrophes naturelles pour appuyer les Etats. Cela se traduira notamment à travers la sensibilisation et la mobilisation des ressources financières pour accompagner les activités de Réduction des Risques de Catastrophes.

**Sur ce, je vous remercie.**